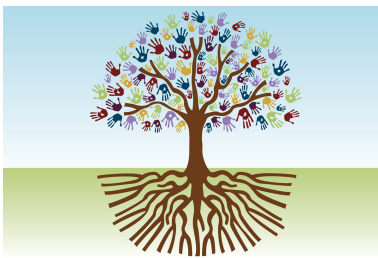


<https://www.pressegauche.org/Journee-internationale-des-familles-Pour-un-revenu-minimum-garanti>



# Journée internationale des familles - Pour un revenu minimum garanti

- Politique québécoise - Mouvement syndical québécois -



Date de mise en ligne : mardi 19 mai 2020

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

### **À l'occasion de la Journée internationale des familles, le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) rappelle que d'importantes lacunes subsistent pour faire du Québec le paradis des familles.**

Certes, des investissements supplémentaires, réservés aux parents de jeunes enfants, ont vu le jour récemment au Québec. Ainsi, des allocations familiales plus généreuses ont été versées à toutes les familles ayant des enfants de moins de 18 ans. Le tarif unique dans les services de garde subventionnés a été réintroduit et une réduction des tarifs de stationnement est prévue dans les différents établissements de santé du Québec d'ici le mois de juin.

Ces mesures sont intéressantes et bienvenues, mais le SPGQ croit que le Québec doit offrir davantage aux familles qui flirtent avec la pauvreté, notamment en raison de contraintes sévères à l'emploi, d'un travail si faiblement rémunéré qu'il ne leur permet pas de joindre les deux bouts ou parce qu'elles doivent demeurer à la maison pour s'occuper d'un enfant ou d'un membre de la famille malade.

À cet égard, une étude de Statistique Canada parue en février 2020 éclaire brutalement : les Québécois figurent toujours parmi les derniers au pays pour le revenu disponible après impôt. Environ 10 % de la population (plus de 800 000 Québécois) peine à se payer le minimum pour vivre. Bref, trop de familles sont encore tenues à distance des biens et services permettant de vivre dignement et sans pauvreté.

Depuis l'éclosion de la pandémie, les gouvernements du Canada et du Québec ont contribué à adoucir la précarité de certaines familles. La mise en place de divers programmes et mesures d'aide économique d'urgence mérite d'être saluée. Les systèmes et programmes traditionnels assurant les prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale ne pouvaient, à eux seuls, étendre un ample filet pouvant ensuite être élargi afin d'englober différents groupes, devenus eux aussi plus vulnérables en raison de la crise.

La crise de la COVID-19 a démontré toute l'importance pour les États d'être forts, agiles, diligents et prévoyants afin de protéger leur population. C'est pourquoi nous croyons que le Québec doit tenir un débat sur l'introduction d'un revenu minimum garanti pour soutenir les familles qui flirtent avec la pauvreté.

La pandémie a mis en lumière ce que nous devons aux personnes à revenus modestes, comme les caissières et caissiers, les livreuses et livreurs, les préposées aux bénéficiaires, les employés agricoles, celles et ceux qui exploitent de petits commerces et tant d'autres, sans qui notre vie serait en parfaite rupture avec la normalité. En plus de demeurer en situation de grande précarité financière, certaines et certains parmi ces « anges gardiens » composent aussi avec d'importants défis familiaux, ne serait-ce que pour subvenir aux besoins de base de leurs proches.

Introduire un revenu minimum garanti doit correspondre à davantage que simplement subvenir aux besoins de base d'une famille. Car, comme le rappelait récemment le Collectif pour un Québec sans pauvreté dont fait partie le SPGQ, « Comblés ses besoins de base, ce n'est pas encore être sorti de la pauvreté, mais plutôt marcher constamment sur un fil tendu pour éviter de se retrouver en déficit humain ».

Les familles québécoises - certaines parmi les plus fragiles - ont payé un lourd tribut aux années d'austérité afin d'améliorer la santé financière du Québec. Le temps n'est-il pas venu d'améliorer leurs conditions de vie afin d'éviter de les voir plonger irréversiblement dans la vulnérabilité et la précarité ?

Line Lamarre

Présidente, SPGQ